

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL NATIONALE  
GENERALE DU 4 MARS 2013 VISANT A PROLONGER  
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
NATIONALE GENERALE DU 30 MAI 2011**

**CCT du 30 mai 2011 : date d'enregistrement 28 juin 2011 ; numéro d'enregistrement  
104520/CO/1200000**

Vu la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011 ;

Vu l'expiration d'une série de dispositions de cette convention ;

Vu les circonstances exceptionnelles auxquelles est confrontée la concertation interprofessionnelle, ce qui empêche de débiter la concertation sectorielle en vue de conclure une nouvelle convention collective de travail nationale générale ;

Vu l'intention des parties de prolonger une série de dispositions d'une durée limitée de la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011 ;

**IL EST CONVENU ENTRE**

l'ACV-CSC Metea  
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant  
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

**ET**

FEDUSTRIA, la fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement

d'autre part,

**CE QUI SUIVIT :**

**CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés (également appelés ouvriers) qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese, pour laquelle le chapitre V est toutefois applicable, et à l'exception des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

## **CHAPITRE II. OBLIGATIONS D'EMPLOI**

### **Article 2**

Les obligations d'emploi, telles que prévues aux articles 10 et 11 de la convention collective nationale générale du 13 juin 2005 et prolongées pour les années 2011 à 2012 inclus par l'article 2 de la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011, sont une nouvelle fois prolongées pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus.

## **CHAPITRE III CREDIT-TEMPS, DIMINUTION DE CARRIERE ET REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL A MI-TEMPS**

### **Article 3**

Les dispositions en matière de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps prévues dans les articles 3 à 9 inclus de la convention collective nationale générale du 30 novembre 2006 et prolongées pour les années 2011 et 2012 inclus par l'article 3 de la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011, sont une nouvelle fois prolongées pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus.

## **CHAPITRE IV. FORMATION ET APPRENTISSAGE**

### **Article 4**

Le secteur fournit un effort en matière de formation et d'apprentissage de groupes à risque au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2014 inclus, qui est réalisé par une cotisation sectorielle de 0,20 % sur les salaires au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2014 inclus. Une convention collective de travail distincte sera conclue concernant la formation et l'apprentissage de ces groupes à risque.

### **Article 5**

Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés conformément à l'article 4 susmentionné.

### **Article 6**

Les dispositions en matière de formation et d'apprentissage de l'article 8 de la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011 sont prolongées pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2013 au 31 décembre 2013 inclus.

### **Article 7**

La commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie formule un avis positif concernant une exemption sectorielle de l'obligation d'engager des jeunes dans le cadre du régime de premier emploi. A cet effet, la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie introduit une demande auprès du Ministre de l'Emploi. Cette demande concernera la période du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2015 inclus.

**CHAPITRE V. REGIMES DE CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE**

**Article 8**

Les parties signataires s'engagent, pour autant que la réglementation permette ces régimes, à conclure les conventions collectives de travail distinctes nécessaires concernant les différents régimes de chômage avec complément d'entreprise tels qu'ils étaient en vigueur au 31 décembre 2012. Ces conventions collectives de travail prolongeront ces différents régimes de chômage avec complément d'entreprise pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus.

**CHAPITRE VI. FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE**

**Article 9**

Les dispositions de l'article 14 de la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011 sont prolongées pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus.

**Article 10**

Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés conformément à ce qui précède.

**CHAPITRE VII. CHOMAGE TEMPORAIRE**

**Article 11**

Les parties signataires s'engagent à émettre, pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus, au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, dans le cadre de l'application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail les avis unanimement favorables nécessaires en vue d'obtenir la prolongation des arrêtés existants de dérogation en matière de chômage temporaire pour les entreprises d'achèvement qui travaillent pour le compte de tiers et les entreprises « piquérant » exclusivement pour le compte de tiers d'une part et, d'autre part, pour le sous-secteur de l'industrie de la bonneterie.

**CHAPITRE VIII. DUREE DE LA CONVENTION ET ENGAGEMENTS DES PARTIES CONTRACTANTES**

**Article 12**

La présente convention fixe l'ensemble des nouveaux avantages sociaux et s'applique du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus, à l'exception des articles 4, 6 et 7 qui s'appliquent pour la durée spécifique mentionnée dans lesdits articles.

Par conséquent, les parties contractantes garantissent pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013 inclus le respect des engagements relatifs à la paix sociale et à l'accroissement de la productivité, ce qui implique que:

- a) pendant toute la durée de validité de la présente convention collective de travail, les organisations syndicales et patronales se portent garantes de la paix sociale dans les entreprises, ainsi que du concours effectif du personnel dans l'exécution des mesures prises en application des dispositions adoptées paritairement, en vue d'accroître la productivité, tant en ce qui concerne l'usage de nouveaux outils et machines de production que pour ce qui est des modifications des méthodes de travail ;
- b) l'ensemble des dispositions régissant les conditions de travail sera de stricte application et ne pourra en aucun cas être remis en cause par les organisations syndicales, les travailleurs, l'organisation patronale ou les employeurs ;
- c) les organisations syndicales et les travailleurs s'engagent à ne formuler aucune revendication, ni sur le plan national, ni sur le plan régional, ni au niveau des entreprises, et s'abstiendront de provoquer ou de déclencher un conflit pour quelque raison que ce soit ;
- d) lorsque des problèmes relatifs à la concertation sociale surgissent au niveau sectoriel ou sur le plan de l'entreprise, il est de bonne pratique de favoriser une conciliation paritaire et si nécessaire de porter formellement le problème à l'ordre du jour du bureau de conciliation de la commission paritaire.

### **Article 13**

Les engagements précités en matière de paix sociale tombent sous l'application des dispositions établies à cet égard par les parties contractantes dans le protocole national du 26 juin 1969.

## **CHAPITRE IX.            *DECLARATION DE FORCE OBLIGATOIRE***

### **Article 14**

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Gand, le 4 mars 2013

**ALGEMENE NATIONALE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 4 MAART 2013  
TOT VERLENGING VAN DE ALGEMENE NATIONALE  
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 MEI 2011**

**CAO van 30 mei 2011: datum registratie 28 juni 2011; registratienummer 104520/CO/1200000**

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011;

Gelet op het verstrijken van een aantal bepalingen van deze overeenkomst;

Gelet op de uitzonderlijke omstandigheden waarmee het interprofessioneel overleg geconfronteerd wordt, waardoor het sectoraal overleg niet kan van start gaan met het oog op het sluiten van een nieuwe algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst;

Gelet op de bedoeling van partijen om een aantal bepalingen van bepaalde duur uit de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 te verlengen;

**WORDT TUSSEN**

ACV-CSC Metea  
ABVV Textiel, Kleding en Diamant  
Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

**EN**

FEDUSTRIA, de federatie van de textiel-, hout- en meubelindustrie

anderzijds,

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:**

**HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoedondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese waarvoor hoofdstuk V evenwel van toepassing is en met uitzondering van de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werklieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

## **HOOFDSTUK II. TEWERKSTELLINGSVERBINTENISSEN**

### **Artikel 2**

De tewerkstellingsverbintenissen, zoals bedoeld in artikel 10 en 11 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2005 en verlengd voor de jaren 2011 tot en met 2012 door artikel 2 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011, worden opnieuw verlengd voor de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013.

## **HOOFDSTUK III TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING**

### **Artikel 3**

De bepalingen inzake tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, voorzien in de artikelen 3 tot en met 9 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2006 en verlengd voor de jaren 2011 tot en met 2012 door artikel 3 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011, worden opnieuw verlengd voor de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013.

## **HOOFDSTUK IV. VORMING EN OPLEIDING**

### **Artikel 4**

De sector doet voor de periode van 1 januari 2013 tot en met 31 december 2014 een inspanning voor de vorming en opleiding van risicogroepen die wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,20% op de lonen gedurende de periode 1 januari 2013 tot en met 31 december 2014. Over de vorming en opleiding van deze risicogroepen zal een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten worden.

### **Artikel 5**

De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds zullen aangepast worden in de zin van artikel 4 hiervoor.

### **Artikel 6**

De bepalingen inzake vorming en opleiding van artikel 8 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 worden verlengd voor de periode van 1 september 2013 tot en met 31 december 2013.

### **Artikel 7**

Het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk formuleert een positief advies m.b.t. een sectorale vrijstelling van de verplichting om jongeren aan te werven in het kader van het startbaanstelsel. Het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk dient daartoe een aanvraag in bij de minister van Werk. Deze aanvraag zal betrekking hebben op de periode van 1 juli 2013 tot en met 30 juni 2015.

## HOOFDSTUK V. *STELSLS VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG*

### Artikel 8

Ondertekenende partijen verbinden zich ertoe, en voor zover de reglementering dergelijke stelsels toelaat, de nodige afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten m.b.t. de verschillende stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag, zoals zij op 31 december 2012 van toepassing waren. Deze collectieve arbeidsovereenkomsten zullen voorzien in de verlenging van deze verschillende stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag tijdens de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013.

## HOOFDSTUK VI. *WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS*

### Artikel 9

De bepalingen van artikel 14 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011 worden verlengd voor de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013.

### Artikel 10

De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds worden aangepast met hetgeen voorafgaat.

## HOOFDSTUK VII. *TIJDELIJKE WERKLOOSHEID*

### Artikel 11

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om tijdens de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013, in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het Breiwerk, in het kader van de toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de nodige eenparige positieve adviezen uit te brengen, met het oog op het bekomen van de verlenging van de bestaande afwijkingsbesluiten inzake tijdelijke werkloosheid enerzijds voor veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren" en anderzijds voor de subsector breigoednijverheid.

## HOOFDSTUK VIII. *DUUR VAN DE OVEREENKOMST EN VERBINTENISSEN VAN DE CONTRACTERENDE PARTIJEN*

### Artikel 12

Deze overeenkomst bepaalt het geheel van de nieuwe sociale voordelen en is van toepassing vanaf 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013, met uitzondering van de artikelen 4, 6 en 7 welke gelden voor de er in vermelde specifieke duur.

Bijgevolg waarborgen de contracterende partijen gedurende de periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2013 de inachtneming van de aangegeven verbintenissen met betrekking tot de sociale vrede en de opvoering van de productiviteit hetgeen het volgende inhoudt:

- \*
- a) tijdens gans de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen de syndicale en patronale organisaties de sociale vrede in de ondernemingen waarborgen, alsmede de effectieve medewerking verzekeren van het personeel bij de uitvoering van de maatregelen welke getroffen worden door toepassing van de paritair aanvaarde schikkingen met het oog op de opvoering van de productiviteit, zowel voor wat betreft het gebruik van nieuwe werktuigen en productiemachines, als voor wat betreft de wijzigingen aan de arbeidsmethodes;
  - b) het geheel der schikkingen in verband met de arbeidsvoorwaarden zal stipt worden toegepast en kan onder geen enkel geval terug in betwisting worden gebracht door de syndicale organisaties, de werknemers, de werkgeversorganisatie of de werkgevers;
  - c) de syndicale organisaties en de werknemers verbinden er zich toe geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk, noch op ondernemingsvlak, en geen enkel conflict uit te lokken of te doen uitbreken om welke reden het ook moge wezen;
  - d) wanneer zich op sectoraal- of ondernemingsvlak moeilijkheden zouden voordoen inzake het sociaal overleg, is het een goede praktijk om paritaire verzoening te bevoordelen en zo nodig het vraagstuk formeel aanhangig te maken bij het verzoeningsbureau van het paritair comité.

### **Artikel 13**

De hierboven vermelde verbintenissen inzake sociale vrede vallen onder toepassing van de bepalingen die door ondertekenende partijen in het nationaal protocol van 26 juni 1969 dienaangaande werden vastgesteld.

## **HOOFDSTUK IX.    ALGEMEEN VERBINDEND VERKLARING**

### **Artikel 14**

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Gent op 4 maart 2013